

La fin de l'Ordre économique

Du même auteur

Aux Éditions du Grand Midi

Art et société. Essai sur la loi culturelle de l'Occident contemporain. 1975

L'enseignement de Spinoza. Commentaire du « Court Traité » 1982.

La différence des philosophies. Hume et Spinoza. 1982.

La mort du Léviathan. Hobbes, Rawls et notre situation politique. 1984.

Les machines à penser. L'homme et l'ordinateur. 1987.

John Stuart Mill, *De la liberté.* Traduction et commentaires. 1987.

Introduction aux techniques de la philosophie. Analyse de l'idée de justice.
1989.

Esquisses de dialogues philosophiques. 1994.

Jeux de concepts. 1998.

Aux Presses Universitaires de France

John Stuart Mill. Induction et Utilité. 1990

GILBERT BOSS

**LA FIN
DE L'ORDRE
ÉCONOMIQUE**



ÉDITIONS DU GRAND MIDI

Tous droits réservés pour tous pays.

© GMB Éditions du Grand Midi, Zurich, Québec, 2000.

ISBN 2-88093-115-0

Composition: Éditions du Grand Midi

Impression: AGMV Marquis, Cap-St-Ignace

I

Il est entendu qu'un livre sur l'économie doit être écrit par un économiste, comme un livre de médecine par un médecin ou un livre de cuisine par un cuisinier. Ou ne faut-il voir dans cette opinion qu'un préjugé ? Se pourrait-il qu'il ne soit pas vrai que, sur toute chose, les spécialistes aient seuls le droit à la parole, ou du moins à la parole autorisée ? Mais d'autre part, qui, mieux qu'eux, saurait traiter des questions de leur science ?

Interrogez-les sur ce point, et ils sauront vous expliquer que nul autre n'a la bénédiction de la science, et que le livre dont vous entreprenez imprudemment la lecture n'est pas autorisé. Car son auteur, loin d'être un spécialiste, n'est qu'un simple homme, un profane, comme vous peut-être. A quel titre vous écrit-il donc ? — Il faut bien l'avouer, au titre de simple profane, sans aucune spécialité, ni en économie, ni en aucune discipline.

Mais comment vous fera-t-il entrer dans les arcanes de la science, comment accomplira-t-il les savants calculs qu'elle permet d'effectuer à ses fidèles ? — Il ne s'en souciera pas. Bien plus, il se propose de ne rien savoir d'autre que quiconque, et de ne traiter de rien d'autre par conséquent que de ce qui se trouve déjà dans la pensée de tous.

Il y a dans cette entreprise un paradoxe, impossible de le nier. D'abord parce que, dans nos sociétés évoluées, nous sommes tous les spécialistes de quelque chose, et qu'il n'y a rien de plus étrange aux yeux du spécialiste que de vouloir traiter sérieusement d'autre chose que de sa spécialité. Ensuite, parce que, pour qui parle de ce qu'il ne connaît pas, il paraît injustifié de prétendre à se faire écouter.

S'il s'agissait de science, il faudrait admettre le bien-fondé d'un tel étonnement. Mais il n'est question ici d'aucun savoir en particulier. Cet ouvrage ne manifeste aucune ambition d'apprendre quoi que ce soit à quiconque. Il veut seulement entretenir, non le

spécialiste, mais le simple homme qu'est aussi le lecteur, de quelques-unes de ses propres opinions. Il ne réclame pas plus de science, et n'en offre pas davantage non plus, que ne le fait un roman ou un poème. Et c'est pourquoi, pas plus que ce genre d'œuvres, il ne tente de s'appuyer sur une autre autorité que le jugement de ses lecteurs.

Il est vrai qu'il ne cherche pas d'applaudissements pour l'ingéniosité de l'intrigue ou la musique de ses phrases. Il ne refusera pas, assurément, l'approbation de ses arguments, mais se contentera aussi bien de les voir suivre avec attention et critiquer. Car c'est à cela que tend tout cet essai : à se saisir de quelques-unes de nos idées, à les examiner, à les transformer peut-être.

Aussi les questions d'économie dont il s'agira ne sont-elles pas celles dont traitent les savants et leurs vulgarisateurs, mais celles qui préoccupent plus ou moins le simple profane. Je veux dire qu'il ne s'agit pas de regarder la réalité économique à travers les lunettes de la théorie, mais de l'examiner dans l'expérience que nous en avons tous.

J'entends pourtant toujours les réclamations des spécialistes. Il faut donc y répondre. L'économie, disent-ils, ce n'est pas une fiction qu'on façonne à son gré, mais une réalité objective, dont des études scientifiques très sérieuses ont révélé les lois, répertorié les figures, les exceptions, les faits de toutes sortes. Quel sens peut avoir sur ce sujet un discours qui ne tienne pas compte de toutes ces données, de tous ces résultats de la science ?

Je veux bien qu'on recoure au médecin ou au cordonnier, mais faut-il s'interdire pour autant de réfléchir à la maladie, à la santé ou à la forme des souliers autrement que sous leur autorité ? Nous ne sommes pas que consommateurs de savoirs, de techniques ou de leurs produits, mais utilisateurs, qui ont leurs exigences, juges, qui élaborent leurs critères. Nos opinions sont erronées, nous dit le spécialiste. Mais il est un homme également, et il vit d'opinions comme nous, car non seulement sa science ne comprend pas tout, puisqu'il est spécialiste, mais dans sa spécialité même, il opine, comme tout le monde.

Si le spécialiste devait nous dicter tout ce que nous devons croire concernant son domaine, il deviendrait du fait même notre maître, au lieu de s'en tenir à un rôle plus modeste, comme notre

conseiller ou notre serviteur. Le médecin ne se contenterait plus de nous donner les remèdes que nous désirons, il réglerait notre alimentation, nos mouvements et notre vie en fonction de la santé qu'il conçoit. Or cette santé que nous désirons, mais que nous ne préférons pas peut-être à certaines habitudes qui la contrarient, il faut bien que nous la définissions nous-mêmes à partir de notre propre fonds d'idées, en relativisant la voix du médecin, si nous ne voulons pas nous limiter à lui obéir, comme doivent bien s'y résigner les grabataires dans les hôpitaux. Et l'économie de laquelle nous attendons un certain bien-être, à laquelle nous participons, qui organise une grande partie de nos vies, nous renoncerions à la penser selon nous pour la confier aux économistes ! C'est, je le crains, ce à quoi nous n'avons été, et ne sommes encore, que trop portés. En dépit des libertés démocratiques dont nous nous glorifions, nous avons remis le pouvoir politique à une caste de mandarins, qui, au nom de leur religion — quelque prétendue science —, entreprennent de diriger toujours plus entièrement nos vies. Or, en échange de leur pouvoir, nous avons eu l'imprudence de leur demander un bien-être qu'ils se montrent à présent bien incapables de nous assurer. Leur pauvre science économique ne parvient pas même à expliquer la faillite de leur système, et elle leur interdit d'en sortir. Il est temps que nous reprenions la direction de nos affaires et que nous remettions nos intendants à leur place.

Si les prêtres de l'économie lèvent les bras au ciel en prophétisant toutes sortes de catastrophes lorsqu'ils entendent de tels mots d'ordre, ce n'est pas que leur science leur permette de voir mieux que nous, mais qu'ils se scandalisent dans leur foi, comme nous, lorsque nous hésitons à leur désobéir. Au fond, leurs connaissances ne reposent sur rien d'autre que les croyances communes qui, non fondées à leur tour, dirigent nos vies. Car qu'est-ce que le domaine de l'économie, sinon le produit d'une politique de quelques siècles ? Et la réalité objective des économistes n'est pour la majeure partie qu'une invention précaire de notre civilisation, dont toutefois, comme pour tous les produits de la culture qui ont eu un certain succès, on oublie qu'elle n'est pas naturelle, mais fabriquée par nous. Certains peuples ont pensé que leurs lois venaient des dieux ; nous croyons de même que celles de l'économie sont édictées par la nature. Il est temps de revoir celles de nos croyan-

ces qui sont à la base de notre foi économique.

Or, pour faire la critique de cette foi, il ne faut pas en présupposer les rejets, ni par conséquent se fier à l'économie des économistes. D'ailleurs, ce n'est pas de la foi des seuls économistes qu'il est question, mais de la nôtre, de celle que nous partageons avec eux et grâce à laquelle ils ont acquis leur autorité sur nous. C'est pourquoi notre enquête ne requiert pas d'autres lumières que celles d'un profane, qui participe simplement des opinions communes dans nos sociétés vouées à l'économie.

Il n'est certes pas question de nier que les experts sachent quelque chose. Mais souvent, ils ne savent pas bien ce qu'ils savent, et ils ont tendance à donner à leur petit stock de connaissances un caractère trop absolu, si bien qu'il reste toujours indispensable de juger encore leur science. A qui revient-il donc d'entreprendre cette critique ? Nous sommes devenus si timides face à toute forme de science que nous nous trouvons portés à répondre en désignant quelque nouvelle sorte de spécialiste, tel que le théoricien des sciences. Mais ce renvoi ne nous avance guère, car qui jugera de la science de ces nouveaux experts ? En allant dans ce sens, on se perd à l'infini, à moins de se résoudre simplement à se soumettre sans retour à l'autorité ultime des savants, c'est-à-dire de ceux qui ont réussi à se faire passer pour tels (ce qui demande parfois des aptitudes bien différentes de celles que réclame la science).

Concernant l'économie, comme le reste des sciences, il se trouve que les pays qui y sont voués se comprennent, au moins formellement, comme des démocraties. Or ce genre d'État est caractérisé par la participation de l'ensemble des citoyens à la définition des orientations de sa politique. Autrement dit, les formes de vie communes devraient y être déterminées par le choix des citoyens, et faire par suite l'objet de leurs délibérations. Et, comme on ne délibère pas sur ce qu'on s'interdit de juger, il est inconcevable qu'une authentique démocratie s'en remette à des experts pour définir les lignes de force de sa politique. Aussi, dans le véritable débat démocratique, plus les questions sont fondamentales, plus les spécialistes perdent l'autorité qu'ils ont dans leur discipline. Cela ne signifie pas que leurs connaissances soient niées ; mais elles ne peuvent intervenir que dans la mesure où elles sont

partagées par ceux qui délibèrent. En effet, dans l'exacte mesure où un expert ne peut se faire comprendre, il reste également de ce fait inapte à participer au débat démocratique comme tel, bien qu'il puisse tenter de l'influencer de l'extérieur en le soumettant à la pression de son autorité.

Dans le cas contraire, lorsque les spécialistes parlent d'autorité, sont crus et non compris, c'est encore une certaine foi qui est partagée, une foi en telle forme de science et en ceux qui la pratiquent. Alors, la délibération démocratique ne porte plus sur les objets de la science en question, mais sur cette foi elle-même, au nom de laquelle on confie aux experts le soin de prendre les décisions qui découlent de leurs savoirs spécifiques. Et lorsque cette foi devient si entière qu'elle ne se laisse plus remettre en question et que l'essentiel de la politique est confié à la discrétion d'une seule catégorie de gens, la démocratie disparaît, dans sa réalité si-non formellement.

Savoir s'il faut se fier à des spécialistes, et dans quelle mesure, voilà une question qui ne peut être résolue par ceux-ci, ni par leurs lumières propres, mais bien par nous seuls en fonction de ce que nous sommes capables de comprendre et de juger, même s'il se trouvait qu'en soi nous soyons moins éclairés que d'autres. Car cela encore, c'est nécessairement à nous d'en juger. Il ne s'agit pas ici d'un devoir moral, mais d'une nécessité logique. Si vous refusez de juger, alors dans ce refus, vous avez déjà jugé, de votre propre autorité, qu'il convenait de vous fier à d'autres.

Voilà pourquoi, pour remettre en question l'orientation économique des politiques de nos démocraties, il convient de ne pas chercher à se placer sur le plan d'aucune science. La vraie matière dont il s'agit se trouve non dans les concepts raffinés et les structures complexes des théories, mais dans nos opinions. Or, pour nous être familières, celles-ci n'en ont pas moins leur opacité propre, leur complexité intime, leurs ruses cachées, leurs contradictions, de sorte qu'elles demandent à être amenées au jour, éclaircies et remaniées. Parmi les opinions que nous avons, la plupart ne nous sont pas personnelles, mais communes et souvent mal connues. Le paradoxe est que, si nous les connaissons mal, ce n'est pas parce qu'elles nous seraient étrangères, mais plutôt parce qu'elles nous sont au contraire très familières, si familières que

nous ne les remarquons plus, ou du moins que nous n'en notons plus les traits, comme nous oublions parfois ceux de nos plus intimes connaissances. En outre, elles nous viennent du milieu social par osmose, s'insinuent et s'installent en nous, et se font adopter sans s'être jamais présentées, parfois comme les chats, souvent plutôt comme les souris et les mouches.

Tout ce domaine de nos opinions peut faire l'objet d'une étude scientifique, pour aboutir à des théories savantes expliquant comment nos idées se forment, s'influencent réciproquement, dépendent de la langue, des institutions, des mœurs, de l'éducation, se montrent ou se cachent à notre conscience, etc. Nous nous garderons bien d'aller dans ce sens et de rétablir le fossé entre le profane et le spécialiste dans notre discours. Car s'il est utile à présent d'éclairer nos opinions, ce n'est pas pour la science, mais pour nous, pour nos délibérations de simples citoyens. Il ne s'agit donc pas de produire des idées claires dans quelque théorie accessible à une minorité, mais de clarifier nos propres idées, que nous pouvons seules utiliser dans nos réflexions. Aussi, non seulement la matière de ce livre sera nos opinions — celles que nous avons ou que nous pouvons nous former —, mais de plus la méthode selon laquelle elles seront traitées ne supposera aucune référence à des savoirs inaccessibles au profane, ni aucun point de vue qui ne soit pas le sien.

J'ai déjà averti que ces pages ne se réclamaient d'aucune autre autorité que le jugement de leurs lecteurs, auquel elles se livrent sans restriction. On insistera peut-être cependant pour savoir quelle utilité peut bien avoir un essai qui ne procède d'aucune science. Encore une fois, je répondrai à la manière du romancier ou du poète. Si la science a ses droits, l'art a les siens également, quoiqu'ils soient bien différents. Disons que l'art se livre au goût, qui est une forme de jugement. Et tant que le désir, le plaisir, la satisfaction de goûter se font reconnaître, l'art se justifie par sa capacité de cultiver le goût. Et de même, tant que le désir, le plaisir, l'exigence de comprendre et de juger par soi-même se manifestent en nous, il y a place pour un art de cultiver nos idées, et tout particulièrement sur les sujets qui nous importent le plus.

Or les problèmes liés à l'économie sont sans nul doute l'un de ces sujets. Le grand intérêt que nous leur portons actuellement a

deux motifs principaux. Premièrement, l'économie est centrale dans notre société et nos vies, depuis que nous nous concevons essentiellement comme producteurs et consommateurs, c'est-à-dire comme des acteurs de l'économie. Deuxièmement, tandis que l'économie est devenue l'un des fondements principaux de notre vie, tout son système se trouve en crise, et il s'avère de plus en plus difficile de nous persuader qu'il s'agisse d'une crise passagère, superficielle, dont nous pourrions sortir par les mêmes recettes qui nous ont permis de traverser les précédentes. Avec l'économie, ce sont les assises de nos vies qui commencent à s'effondrer. Mais, comme le font toujours les hommes, par souci d'économie d'énergie dans le domaine où apparemment les transformations nous coûtent le plus, à savoir les réaménagements d'idées, nous tentons de garder notre foi en l'économie sous sa forme traditionnelle, et nous nous évertuons à faire survivre nos habitudes quelques années supplémentaires, dans l'angoisse pourtant de voir tous nos modes de vie, toutes nos représentations pratiques, s'écrouler subitement et nous laisser dans le chaos.

Il est vrai que nous aimons nous concevoir au contraire comme modernes, progressistes, ouverts à toutes les innovations, prêts à rejeter nos vieilles habitudes par attrait de la nouveauté et du perfectionnement, dégagés de toutes les cristallisations traditionnelles. Et cette représentation correspond bien à une face de nos personnalités. Il y a mille petites habitudes dans la pratique courante qui changent à mesure que la technique et le puissant appareil de production que nous avons créé nous offrent de nouveaux moyens de vaquer à nos tâches ou de nous amuser. Ces transformations sont parfois si importantes que certains s'en effraient. Ainsi, si la famille n'a pas disparu, elle a changé de visage depuis moins d'un siècle, depuis que le ménage est devenu un lieu d'intervention massive de la technique, que les relations sexuelles se sont dégagées davantage de la reproduction, que les membres de la famille ont acquis une plus grande mobilité, et qu'une partie de l'éducation a été prise en charge (de manière assez chaotique jusqu'ici) par la télévision. Voyant l'homme contemporain se laisser ainsi façonner — sans grande résistance à première vue — par l'appareil technique et économique, les moralistes ont pu se stupéfier de le voir perdre apparemment toute colonne vertébrale.

Toutefois, si l'on ne se laisse pas impressionner par cette souplesse superficielle, on découvre qu'aujourd'hui comme toujours, nous nous appuyons sur des habitudes et traditions très rigides. Seulement, ce ne sont plus celles que nos moralistes ont en tête et qu'ils voient s'effondrer avec stupeur, parce qu'ils n'ont pas remarqué combien elles s'étaient déjà lentement effritées pour céder la place à d'autres, tout aussi solides et peu malléables. Il y a des siècles que le christianisme s'essouffle, retarde un peu son agonie et reprend l'air dans de grands râles ; et certains s'étonnent pourtant de voir les églises se vider subitement ou devenir le lieu d'une foi inconsistante, cependant qu'on s'étonne aussi à l'inverse de voir des gens s'entr'égorgier encore pour de futiles disputes religieuses héritées d'autres siècles. Entre-temps, en effet, s'est répandue toute une nouvelle représentation de la vie où l'économie, avec ses exigences, ses promesses, ses rythmes, son éclairage sur les choses et les gens, joue un rôle dominant. Et qu'on ne s'y trompe pas, toute une morale est associée également à cette vision, aussi bien qu'aux précédentes. Seulement, il appartient à la conception économique de ne pas s'exprimer de manière explicite et systématique dans le langage de la morale, de telle sorte que, dans les discours moraux, ce sont toujours les vieilles morales qui s'expriment, quoiqu'elles perdent de plus en plus et leur efficacité sur les esprits et leurs liens avec la vie vécue. Il en résulte le sentiment que les contemporains ont perdu toute racine et tout point d'appui moral, alors qu'ils se tiennent en réalité sur un socle aussi rigide que leurs prédécesseurs plus loquaces en matière d'édification.

Que ce relatif silence de la nouvelle morale scientifique, technique et économique, soit un défaut, je le crois aussi. C'est néanmoins un vice qui s'explique par la nature des croyances liées à l'ordre économique, en tant qu'elles comportent une nette méfiance à l'égard d'un certain type d'idées détachées de l'efficacité technique et économique. Seulement, cette discrétion des aspects moraux dans notre vision du monde conduit justement à sous-estimer leur importance et à les conserver à l'abri de la réflexion critique. Il en résulte aussi bien, chez les contemporains, l'impression d'une forme d'ouverture entière à toutes les nouveautés ou l'illusion d'avoir retrouvé le sol originare, universel, de la nature

humaine, d'un côté, que, de l'autre, le diagnostique d'une pure carence morale établi par leurs observateurs critiques, appuyés sur les textes d'une tradition plus ancienne, antérieure même à l'utilitarisme qui a pourtant donné au moins une partie des éléments de la nouvelle morale.

La méfiance face aux pures idées, à la réflexion critique, à la spéculation, caractéristique de la vision technique et économique du monde, représente l'un des obstacles majeurs à la résolution de la crise actuelle, dans la mesure où elle n'est plus simplement une crise économique, mais bien une crise de l'économie. Le préjugé de l'indépendance de l'économie et de la technique par rapport aux pures idées — ou aux idéologies, ou à la métaphysique — provoque deux effets qui empêchent la réflexion critique sur leurs fondements : d'une part, chez ceux qui participent de cette idéologie, l'illusion de se trouver de plein pied dans le monde des faits et de leurs relations, de sorte que la critique des fondements idéologiques reste inutile, et d'autre part, chez ses adversaires, l'illusion que le monde économique se trouvant dépourvu de morale, d'idéaux, de pensée, il suffit de proposer une autre idéologie pour remplir le vide apparent qu'elle laisse. Ainsi, de part et d'autre, il apparaît inutile de mettre l'accent sur la critique proprement dite.

Il n'est pas question de nier la valeur des réflexions éthiques et métaphysiques de toutes les traditions qui ne sont pas ou ne sont plus les nôtres. A leur plus haut degré d'achèvement, elles ont assurément une valeur éternelle, qui nous concerne donc. Et même en tant qu'elles sont des productions plus particulières, liées à des conditions historiques et sociales spéciales, elles ont pour nous l'avantage de nous exercer à sortir de notre perspective et à voir notre condition humaine sous divers biais. Car cette mobilité de l'esprit est essentielle pour entreprendre le genre d'analyse de nos préjugés que nous aimerions proposer ici à propos de l'économie. Toutefois, quand on remarque des difficultés liées à une idéologie particulière, il est peu avisé de chercher à lui en substituer simplement une autre, déjà plus ou moins disponible dans les traditions de l'humanité. Nous ne changeons pas d'idées comme de vêtements, ou comme nous déménageons d'un appartement à l'autre. Nos idées sont enracinées en nous, et, pour les extirper, il faut bien nous résoudre à tirer avec elles une partie du sol dans lequel

elles s'accrochent, c'est-à-dire de notre substance. A vrai dire, les plus fondamentales d'entre elles constituent même cette substance qui nous fait. Et c'est la raison pour laquelle nous en changeons si difficilement, alors que nous pouvons éprouver tant de joie au contraire à modifier les détails du décor de notre vie.

Plutôt que de vouloir opérer ces sortes de conversions d'une idéologie à l'autre qu'aiment tant les missionnaires de tout genre, il est donc préférable de revenir à l'étude de nos opinions communes, de les mettre au jour, d'examiner leurs liens cachés, leurs avantages et leurs désavantages dans les diverses situations de notre vie, et, selon ces résultats, d'en renforcer certaines, d'en modifier d'autres, voire enfin d'en étouffer quelques-unes. Et, comme j'ai supposé que notre sort dépendait encore du débat démocratique, c'est-à-dire du travail sur nos idées à partir des éclairages que peut produire sur elles la discussion publique, il va de soi que leur examen et leur maniement doivent avoir lieu à la lumière du jour, de manière que chacun puisse le reproduire intentionnellement, pour l'accepter ou le refuser en connaissance de cause. C'est pourquoi, de même que l'autorité des experts ne peut plus avoir cours ici, de même se trouve exclue la rhétorique des missionnaires, qui, à la faveur de quelques passions vives, craintes plus ou moins justifiées et espoirs vains, veulent nous transplanter violemment dans leur monde idéologique clos.

Il reste à présent une objection sérieuse contre la méthode que nous voulons utiliser. Car l'idéologie économique dont nous entreprenons l'examen conteste en général l'efficacité de la détermination de la réalité, même sociale, par les idées, et conçoit au contraire la production des opinions comme un simple effet des réalités économiques, scientifiques, techniques ou sociales. Et, pour appuyer cette thèse, les exemples d'influence de l'opinion par les situations matérielles et par les conditions sociales objectives ne manquent pas. Il n'est d'ailleurs pas question de chercher à les réfuter. Nul besoin d'être grand clerc pour constater l'influence constante du milieu sur notre pensée ; l'expérience de vie la plus banale y suffit. Seulement, cette même expérience suffit aussi à établir l'importance de l'influence inverse. Car toute notre organisation économique, nos institutions, la puissance de notre technique ne manifestent-elles pas à l'évidence la force impressionnante

des idées ? C'est peut-être même l'une des caractéristiques les plus remarquables de notre monde actuel que l'accroissement apparemment sans fin de la puissance de la pensée, dans la science et la technique notamment.

Qui ne l'accorderait pas ? Mais justement, dans le complexe technico-scientifique se trouve à l'œuvre un mode de penser particulier, tendant peut-être à devenir purement opératoire, où il s'agit de découvrir la manière de manipuler le monde matériel de la façon la plus efficace, et par conséquent de se laisser guider par les faits et leurs régularités afin de les mettre à profit dans l'action technique. Ce genre de pensée a peu de chose à voir, semble-t-il, avec les idées impliquées lorsque nous nous penchons sur nos opinions, dont les relations avec l'expérience sont aléatoires. Et s'il s'agit de discuter de ces idées particulièrement puissantes, c'est-à-dire des théories scientifiques, afin de les corriger et de les améliorer, alors nous voilà renvoyés aux débats non des citoyens, mais des spécialistes.

L'opinion, reine du monde, disait-on jadis. Et l'acharnement qu'on met à façonner l'opinion des masses aujourd'hui par la propagande et la publicité, avec des moyens plus puissants que jamais, le souci qu'on en a et le soin qu'on prend à la connaître par maints sondages et enquêtes, montrent qu'on ne pense guère autrement en pratique dans notre monde, même si l'on ne veut plus guère croire aux idées. Mais plutôt que de chercher ici à résoudre la question de fait, ce qui nous entraînerait dans une étude de caractère historique et scientifique, contentons-nous d'un autre argument, directement décisif par rapport à la manière dont nous nous comprenons nous-mêmes. S'il était vrai que, dans le monde des idées, seules les sciences importaient à cause de leur rapport systématiquement réglé avec la réalité, il faudrait alors leur confier autant que possible tous nos problèmes, et mettre à la direction de nos sociétés les savants. Certains croient que ce gouvernement des élites scientifiques serait le plus profitable pour l'humanité. Mais, pour l'instant, l'opinion populaire se refuse à s'engager franchement dans cette voie. Bref, nous croyons toujours que le contrôle ultime doit être dans les mains des citoyens, c'est-à-dire dans les jugements des profanes. Par conséquent, en dépit de nos réticences à accorder aux idées le rôle prépondérant que leur attribuent

d'autres conceptions, nous leur conservons le pouvoir en demeurant attachés à l'idée de la démocratie. Pratiquement donc, selon la logique de cette croyance, nous devons considérer nos idées comme le lieu où se détermine ultimement le pouvoir politique, c'est-à-dire en principe le pouvoir suprême de nos sociétés. Et si par malheur vous étiez déjà déterminé à ne plus croire au pouvoir des idées, contentez-vous donc d'obéir sans murmurer et fermez ce livre fait pour ceux qui ne sont pas encore las de penser et qui auront à vous commander.

La faiblesse, l'impuissance des gouvernements récents dans la plupart des pays, leur manque d'imagination, leur enlèvement dans les mêmes sempiternelles routines, font douter, il est vrai, de la puissance même du pouvoir politique et des idées face aux réalités économiques. Mais il serait abusif d'en conclure que nous sommes les jouets impuissants de déterminismes sur lesquels les pouvoirs de la pensée n'ont aucune prise, et par rapport auxquels il faudrait se fier à la science de ceux seuls qui en ont étudié les lois. Qu'il y ait des déterminismes dans les phénomènes sociaux et économiques comme dans la nature physique, il est raisonnable de le penser. Mais il le serait bien moins en revanche d'exclure de ces déterminismes les idées elles-mêmes, comme on le fait en un certain sens si on les réduit à de simples reflets de la réalité, ou à des effets qui ne sont pas causes à leur tour. Or, si l'on estime les idées douées d'une efficacité, il n'est plus absurde de considérer le caractère apparemment inéluctable de l'enlèvement dans la crise économique comme résultant aussi de blocages dans les idées. Cette hypothèse est d'autant plus plausible que nos institutions sont des constructions idéelles — sinon rationnelles —, et que notre réalité sociale, scientifique, technique et économique en dépend absolument.